



Depuis le 14 novembre 2023, journée de grève à l'appel de l'intersyndicale UNSA, FO et l'Élan Commun contre la manipulation des fiches de service, les mobilisations se multiplient, les instances nationales et régionales sont boycottées par les organisations représentatives de l'Enseignement Agricole Public.

Nous savons aujourd'hui que ce hold-up des fiches de service des enseignant·es est bien motivé par des raisons budgétaires : il manque plusieurs dizaines de postes pour financer la rénovation de nos bac pro... D'où la tentation de la faire payer par les enseignant·es eux/elles-mêmes en leur tondant la laine sur le dos !

L'intersyndicale poursuit donc sa mobilisation pour dénoncer ce hold-up et a décidé de boycotter la F3SCT du CSAUREA AuRA du 7 Mars 2024.

Ces actions sont un message fort adressé au Ministre de l'Agriculture pour contester la remise en cause des heures de pluridisciplinarité de l'Enseignement Agricole Public, ainsi que la coupe budgétaire qui se traduira inévitablement par des sous services, des non-remplacements de personnels partant en retraite, des non-renouvellements de contrats.

Les heures de pluridisciplinarité dans l'enseignement agricole sont des heures de face-à-face comme les autres, il ne saurait y avoir pour les seuls bacs professionnels des heures "classiques" et des heures qui ne le seraient plus ! 1 heure de face-à-face, quelle que soit sa nature, c'est 1h de face à face élève = 1h rémunérée !

Cette mesure et le discours qui l'accompagne, génèrent chez les collègues des sentiments sans appel : dépit, colère, incompréhension, défiance, exaspération... Un élève de bac pro valant moins qu'un élève de CAPa, BTSA ou Bac technologique? Les enseignant.es se sentent méprisé.es. Objectivement, comment imaginer dans ces conditions, tenir régionalement une instance comme notre F3SCT AuRA au cours de laquelle, nous nous échinons à travailler à l'amélioration des conditions de travail alors que notre ministère fait le choix du recul sur ce sujet !

Ces attaques ne passeront pas auprès des usagers et des personnels, à l'heure où la loi devrait acter un plan nécessaire à l'ouverture de classes en nombre pour assurer le renouvellement des générations d'agriculteur·trices partant à la retraite, sauf à faire le choix d'une agriculture sans paysan.nes et sans avenir !

Nous demandons solennellement à Monsieur le Ministre d'abandonner ce projet afin que tous les acteurs de notre enseignement agricole public puissent, par leurs conditions de travail décentes, donner de l'ambition aux élèves des bacs professionnels rénovés pour construire leur projet professionnel dans de meilleures perspectives d'avenir pour le bien de tous et de toutes.

